

La commune comme laboratoire des jours heureux : rôles du parti et de ses élu.es dans la cité

Nathan GOYER

Fédération du Bas-Rhin - Section de Strasbourg

Des élu·es communistes, pour quoi faire ? La question n'est ni technique ni secondaire : elle engage une conception de la démocratie, du pouvoir et du rôle même de la commune. Dans une municipalité communiste ou plurielle, les élu·es communistes ne peuvent se réduire à de simples gestionnaires chargés d'administrer l'existant sous contrainte. Leur rôle est tout autre : ils doivent être des acteurs politiques à part entière, porteurs d'un projet de transformation sociale, capables de répondre aux contraintes budgétaires et politiques imposées par les gouvernements libéraux sans s'y soumettre.

Refuser d'être des élus de gestion, ce n'est pas nier la réalité des responsabilités municipales, mais refuser de s'y enfermer. Un·e élu·e gestionnaire est celui qui administre sans remettre en cause les logiques à l'œuvre, qui accompagne les politiques d'austérité et la dégradation des services publics au nom du réalisme. À l'inverse, un·e élu·e communiste doit chercher à dépasser ces contraintes, à ouvrir des brèches, à expérimenter, à inventer. La commune, en ce sens, est un véritable laboratoire d'idées révolutionnaires.

L'histoire du communisme municipal en témoigne : de nombreuses conquêtes ont vu le jour à l'échelle locale : droits aux vacances, gratuité des transports, mutuelles municipales, régies publiques de l'eau, politiques de solidarité ambitieuses, voire des formes de collectivisation. Ces avancées ne sont pas le fruit d'une simple volonté institutionnelle, mais d'une symbiose vivante entre élu·es, militant·es, syndicats, associations et habitant·es. C'est cet écosystème local, nourri d'engagements réciproques, qui permet de faire émerger un « communisme déjà là », qu'il nous faut aujourd'hui défendre, approfondir et étendre.

Cela suppose un parti communiste profondément implanté, en prise directe avec les réalités sociales. Un parti qui ne se contente pas d'exister dans les institutions ou de diffuser les campagnes nationales, mais qui organise, mobilise, structure les luttes. Un parti qui permet l'émergence de représentant.es issus des classes populaires, capables de porter une parole ancrée dans le vécu, et non déconnectée des réalités du travail et de la précarité. Sans cela, le risque est grand de voir s'installer une forme de copinage institutionnel ou une professionnalisation politique coupée du peuple et des aspirations populaires.

Les élu·es communistes doivent être des leviers au service des habitant·es. Leur fonction n'est pas seulement de relayer des doléances dans l'hémicycle, mais de construire collectivement des revendications cohérentes, de donner accès à l'information, de permettre l'appropriation des enjeux par le plus grand nombre. Ils doivent contribuer à élever le niveau de conscience politique, à rendre possibles des politiques offensives, et non à accompagner la casse sociale.

Ainsi, quelle place pour les élu·es communistes dans une majorité plurielle de gauche et de l'écologie ? Si, depuis une dizaine d'années, le PCF présente des candidat·es sur des listes d'union lors des différentes

élections, comment faire vivre la singularité communiste, tant dans les campagnes électorales que dans les hémicycles ?

Le rôle du parti est en effet de nourrir la réflexion politique sur l'ensemble des enjeux, et de construire des propositions en rupture avec l'ordre établi : pour l'émancipation des classes populaires, la défense des services publics, et la promotion de politiques de paix et de justice sociale. Ces propositions doivent être élaborées avec rigueur, non dans un esprit de clivage stérile ni dans un effacement derrière la social-démocratie, mais dans la construction d'un rapport de force constant au service des idées communistes.

Ce rapport de force ne se décrète pas : il se construit, en tenant compte à la fois des faiblesses de nos alliés et de celles de nos adversaires de classe. Dans ce cadre, les élu-es communistes ont un rôle central : relayer l'élaboration politique du parti et porter ce rapport de force, avec l'appui de ses organisations (cellule, section, fédération).

Il peut exister, dans certaines situations, des tensions entre la volonté politique et la réalité institutionnelle. Il est alors de notre responsabilité de travailler ces contradictions de manière dialectique afin de les dépasser.

L'expression des élu-es communistes est primordiale, que ce soit dans les hémicycles, les mobilisations ou les réunions publiques. Elle se construit en lien étroit avec le parti et ses militant-es. Pour autant, chaque élu-e conserve son indépendance de réflexion et d'analyse, qu'il ou elle doit faire vivre au sein du parti comme tout militant. Enfin, les élu-es participent pleinement à la vie du parti.

Le parti doit faire de l'accès aux responsabilités des personnes issues des milieux populaires une priorité politique centrale. De la même manière, il doit garantir concrètement l'accès des femmes aux mandats et aux fonctions de décision. Il ne s'agit pas de les afficher sur des listes à des fins de représentation symbolique, mais de leur donner les moyens réels d'exercer pleinement leurs responsabilités : formation, accompagnement, partage d'expérience, sécurisation matérielle et politique du mandat.

Cela implique de rompre avec les logiques qui favorisent la reproduction d'élites politiques issues majoritairement des milieux intellectuels et bourgeois. Sans cette vigilance, la représentation se déforme et l'analyse de classe s'affaiblit. Construire un parti ancré dans le monde du travail, c'est permettre à celles et ceux qui en sont issus de prendre toute leur place, de porter leurs réalités et de contribuer directement à l'élaboration des choix politiques.

Mais l'engagement communal ne saurait se limiter à l'échéance électorale. Un parti communiste ne peut être une machine à élections. Il doit être présent dans la vie quotidienne : dans les associations culturelles et sportives, dans les syndicats, dans les solidarités concrètes, dans les commerces, dans les fêtes populaires. C'est dans cette présence continue que se construit une conscience collective, que se forment des propositions politiques solides, capables ensuite de trouver une traduction électorale.

Dans un contexte marqué par la désindustrialisation, la disparition des bastions ouvriers et l'affaiblissement des structures collectives, la tâche est immense. De nombreux territoires portent encore les stigmates d'un véritable cimetière industriel, qui a appauvri les populations et favorisé la dépolitisation. Dans ce vide, prospèrent les listes prétendument « artisanes », ancrées à droite, ainsi que

les forces d'extrême droite. Face à cela, il est urgent de réaffirmer une position de classe claire et assumée.

Les élu·es communistes ne doivent pas devenir des notables locaux, des barons administrant leur territoire. Ils doivent être les artisans de « jours heureux », capables de recréer du lien, de reconstruire une conscience politique collective, de combattre l'individualisme et le repli sur soi. Dans un climat néolibéral et de montée des idées réactionnaires, la commune peut et doit devenir un rempart.

Un rempart contre les politiques libérales qui fragilisent les services publics et creusent les inégalités. Un rempart contre le racisme et les logiques d'exclusion. Un espace d'émancipation où chacune et chacun, qu'il ou elle soit habitant·es de longue date ou nouvel arrivant, peut vivre dignement, participer à la vie collective et exercer pleinement sa citoyenneté.

Les communes peuvent ainsi devenir des bastions antifascistes, des lieux de solidarité active, d'éducation populaire, d'ouverture sur le monde et sur les enjeux internationaux. Elles peuvent contribuer à construire un rapport de force, à partir du local, en lien avec des perspectives nationales. Car il est toujours plus facile d'organiser, de mobiliser et de lutter là où existent déjà des points d'appui politiques et militant·es.

En ce sens, les municipalités communiste ont souvent constitué des terrains favorables à l'engagement et à la progression des idées de gauche. Elles montrent que l'ancrage local, loin d'être un repli, peut être un levier puissant pour transformer la société.

Redéfinir le sens des élections municipales, c'est donc les envisager comme un moment de démocratie directe, vivante, au plus près des habitant·es. Non comme une fin en soi, mais comme un outil au service d'un projet plus large : celui de l'organisation de la classe laborieuse, de la reconstruction d'une conscience politique et de la transformation sociale.